

Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

27 février 2013

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Prévention des mutilations génitales féminines	4
Région transfrontalière	5
Annulation de la conférence de presse relative aux chasses de Verbois	5
Genève-Confédération	6
Condoléances adressées au Conseil d'Etat de Bâle-Campagne	6
Oui à la révision du casier judiciaire	6
Oui à la mise à jour 2012 du plan sectoriel des transports, partie infrastructure rail.....	7
Genève	8
Séminaire <i>extra muros</i> du Conseil d'Etat.....	8
Caisse de pension : l'Etat employeur a le devoir d'informer le personnel	8
Jeux de loterie : pour une exemption fiscale des gains jusqu'à 1000 francs.....	9
Assainissement du bruit des routes cantonales.....	9
Professions de la psychologie : adaptation du nouveau droit fédéral	10
Rémunération des curateurs : tarifs inscrits dans un règlement.....	10
Approbation du budget 2013 des Fondations immobilières de droit public	10
Nouvel adjoint au maire à Soral	11
Changements de conseillères et conseillers municipaux	11
Agenda des invitations à la presse	13

Prévention des mutilations génitales féminines

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière de 50'000 francs pour les années 2013 et 2014 à l'Association Camarada qui œuvre en faveur de la prévention des mutilations génitales féminines (MGF). Cette somme est destinée la réalisation d'un programme de prévention des mutilations génitales féminines par l'information, le conseil et le soutien aux institutions et spécialistes ainsi qu'aux personnes concernées.

Ce projet vise prioritairement les jeunes mères et les femmes enceintes originaires d'Erythrée, d'Ethiopie et de Somalie afin de les soutenir dans leur projet d'intégration en Suisse et de les informer de l'interdiction de pratiquer les MGF dans notre pays. Il sera mené en étroite collaboration avec l'association des médiatrices interculturelles (AMIC), l'Arcade sages-femmes, le planning familial Caritas Suisse, le Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes (BPE) et le Bureau de l'intégration des étrangers (BIE).

Les hommes et les jeunes gens seront également intégrés afin de les sensibiliser sur ce sujet délicat et les associations représentatives des communautés concernées seront contactées dans le cadre de la mise en œuvre des actions.

En Suisse, selon l'UNICEF, 10'700 femmes et petites filles sont concernées par les mutilations génitales féminines (MGF). Au niveau mondial, on estime que cette problématique touche 130 millions de femmes et que 2 millions de fillettes encourent chaque année le risque d'être mutilées. Cela signifie qu'une MGF est perpétrée toutes les quinze secondes à travers le monde.

Le BPE travaille depuis 2005 avec les partenaires de terrain pour informer les populations cibles sur l'interdiction des MGF dans notre pays, mais aussi pour sensibiliser les professionnel-le-s de santé aux particularités de la prise en charge de patientes mutilées et de l'existence des reconstructions chirurgicales dans nos hôpitaux.

Pour toute information complémentaire : Mme Muriel Golay, directrice du Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes, DS, ☎ 022 388 74 50.

Région transfrontalière

Annulation de la conférence de presse relative aux chasses de Verbois

La conférence de presse conjointe de la Préfecture de l'Ain et de l'Etat de Genève sur les chasses de Verbois, prévue le 26 février 2013 à la demande des organismes français concernés, a été annulée par la Préfecture de l'Ain.

Cette communication prévoyait notamment d'exposer le bilan des opérations de chasses du Rhône effectuées en 2012. Ce bilan, globalement positif, a été établi conjointement au mois de décembre dernier par les autorités et les exploitants français et suisses concernés, soit la Compagnie nationale du Rhône (CNR) et les Services industriels de Genève (SIG). Les autorités françaises et genevoises, en étroite coordination avec les exploitants souhaitaient également présenter la stratégie envisagée pour une gestion durable des sédiments du Rhône, avec comme objectif de trouver les alternatives aux vidanges à court et moyen terme.

Or dans un courrier du 30 janvier 2013 aux SIG, la CNR a conditionné l'avenir de toute discussion au règlement préalable de coûts liés à la vidange 2012, estimés par elle à 8'000'000 euros. Ce montant n'avait jamais fait partie des discussions et négociations qui ont eu lieu.

Aussi, après avoir pris contact avec le préfet en charge du dossier, Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat chargée du département de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement, a considéré que les conditions n'étaient à l'heure actuelle plus réunies pour présenter un bilan conjoint à la presse et à la population.

Pour toute information complémentaire: Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 32796 01.

Condoléances adressées au Conseil d'Etat de Bâle-Campagne

Le gouvernement genevois a adressé ses condoléances au Conseil d'Etat du canton de Bâle-Campagne suite au décès de M. Peter Zwick, conseiller d'Etat chargé du département de l'économie et de la santé. Le Conseil d'Etat genevois s'associe au deuil qui frappe l'ensemble du Conseil d'Etat de Bâle-Campagne ainsi que la famille du défunt.

Oui à la révision du casier judiciaire

Répondant à une consultation du Département fédéral de justice et police, le Conseil d'Etat s'est déclaré favorable à l'importante réforme proposée, qui permettra à de nombreuses autorités d'accomplir leurs tâches plus rapidement et plus efficacement.

En prévoyant une extension massive des droits de consultation du casier judiciaire, ainsi qu'un allongement des délais d'élimination des données, tout en élargissant en contrepartie le droit des personnes sur lesquelles des données sont enregistrées de consulter ces dernières, le projet proposé répond aux nouveaux besoins de la société en matière de sécurité et facilitera la tâche d'un nombre croissant d'autorités cantonales.

Le Conseil d'Etat a donc approuvé sans réserve les quatre propositions suivantes :

1. créer quatre extraits différents du casier judiciaire (dont deux types d'extraits contenant non seulement les jugements, mais aussi les procédures pénales en cours), afin que les autorités ne puissent consulter que les données qui leur sont absolument nécessaires dans l'accomplissement de leurs tâches;
2. utiliser le nouveau numéro de sécurité sociale (qui n'apparaîtra toutefois pas sur les extraits) pour identifier sans équivoque les personnes inscrites au casier judiciaire, pour autant que l'accès au casier judiciaire puisse également se faire sur la base du numéro SYMIC (système d'information cantonal sur la migration au sens de l'ordonnance SYMIC, RS 142.513), pour les nombreuses personnes dépourvues de numéro AVS;
3. étendre le droit d'accès des personnes concernées, qui pourront demander à savoir non plus seulement quelles infractions sont inscrites sous leur nom au casier judiciaire, mais aussi quelles autorités y ont fait des recherches à leur sujet dans les 2 dernières années et dans quel but;
4. créer un casier judiciaire des entreprises, où seront enregistrés les jugements pénaux et les procédures pénales en cours contre des personnes morales (qui sont de véritables sujets de droit pénal en application de l'article 102 CP).

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a insisté sur le fait que la réforme proposée et ses dispositions transitoires engendreront un travail administratif considérable et disproportionné ainsi que des coûts très importants pour les cantons, question qui mériterait d'être traitée de manière plus attentive.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.

Oui à la mise à jour 2012 du plan sectoriel des transports, partie infrastructure rail

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication portant sur le plan sectoriel, partie rail. La réponse du Conseil d'Etat met en cohérence les planifications ferroviaires nationales avec celles du canton de Genève, contenues dans le plan directeur cantonal et le projet d'agglomération n°2.

Le Conseil d'Etat est favorable aux planifications fédérales mentionnées dans le plan, tout en demandant la prise en considération de projets supplémentaires, notamment la raquette ferroviaire reliant la ligne de La Plaine à Cornavin via Meyrin et l'aéroport, qui constitue une nouvelle étape prospective du développement du RER franco-valdo-genevois.

Le but du plan sectoriel est de coordonner le développement à long terme de l'infrastructure ferroviaire avec le développement spatial souhaité et de créer ainsi une sécurité de planification pour les cantons et les communes.

La position de Genève rejoint celle du canton de Vaud, notamment sur les projets ferroviaires compris dans la Métropole lémanique.

Pour toute information complémentaire : M. Fabrice Etienne, responsable des projets ferroviaires, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 38.

Séminaire *extra muros* du Conseil d'Etat

Comme il a coutume de le faire deux fois l'an, le Conseil d'Etat tiendra son traditionnel séminaire extra muros à l'issue de sa séance hebdomadaire de ce jour.

L'exécutif se rend cette fois à Grenoble, où il visitera notamment le quartier de la Villeneuve, datant des années 1970. Cette visite s'inscrit dans la thématique du séminaire portant sur la politique de cohésion sociale en milieu urbain, fil rouge de la présidence de M. Charles Beer.

Caisse de pension : l'Etat employeur a le devoir d'informer le personnel

Le Conseil d'Etat a répondu à deux courriers du syndicat des services publics (SSP/VPOD) qui l'a interpellé à propos d'une communication effectuée aux collaborateurs de la fonction publique relative à la [loi instituant la caisse de prévoyance de l'Etat de Genève \(LCPEG\)](#), du 14 septembre 2012.

Le gouvernement a expliqué qu'en sa qualité d'employeur il a le devoir d'informer le personnel de l'Etat d'événements d'actualité touchant la fonction publique. Ce procédé est habituellement utilisé pour transmettre les informations qui concernent tous les collaborateurs. Cela permet notamment aux membres de la fonction publique de ne pas apprendre le lendemain seulement, par voie de presse, les informations importantes les concernant.

En l'occurrence, le 16 janvier 2013, le Conseil d'Etat a présenté lors d'une conférence de presse ses arguments en faveur de la LCPEG. Dans un courriel à la signature de son président, le gouvernement a attiré l'attention des collaborateurs de la tenue de cette conférence de presse avec un lien internet vers le communiqué. Cette communication a été effectuée hors période de vote.

Vu qu'il n'a pas manqué à ses devoirs, pas plus qu'il n'a contrevenu aux dispositions constitutionnelles et légales garantissant les droits politiques des électrices et électeurs, le Conseil d'Etat a annoncé au SSP/VPOD qu'il n'entendait pas entrer en matière sur la mise à disposition des adresses électroniques des collaborateurs.

En raison de la procédure de vote actuellement en cours, le Conseil d'Etat n'apportera pas d'autres commentaires.

Jeux de loterie : pour une exemption fiscale des gains jusqu'à 1000 francs

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques, de manière à adapter le droit fiscal genevois au nouveau droit introduit par la loi fédérale sur les simplifications de l'imposition des gains faits dans les loteries, approuvée le 15 juin dernier par le Parlement fédéral.

La nouvelle réglementation préconisée pour l'impôt cantonal et communal est identique à celle qui a été introduite dans le droit fédéral en ce qui concerne l'impôt fédéral direct et l'impôt anticipé. Elle prévoit l'exemption fiscale des gains de loterie jusqu'à une somme de 1000 francs. Lorsque cette limite est dépassée, l'entier du gain devient imposable, après une déduction forfaitaire de 5% – plafonnée à 5000 francs – à titre de mise. Le projet de loi déposé devant le Grand Conseil prévoit une entrée en vigueur des nouvelles dispositions cantonales dès le 1^{er} janvier 2014, soit en même temps que les dispositions adoptées au plan fédéral.

Selon l'ancien droit, les gains de loterie sont imposables dès le premier franc pour l'impôt fédéral direct comme pour l'impôt cantonal et communal, et dès 50 francs pour l'impôt anticipé. La fixation d'un seuil d'exemption vise, d'une part, à atténuer une importante distorsion qui touche le marché des jeux d'argent par le fait que les gains obtenus dans les maisons de jeux (casinos) ne sont, quant à eux, pas soumis à l'impôt. La réforme doit permettre, d'autre part, de simplifier considérablement le travail des sociétés de loterie et des administrations fiscales, en supprimant de multiples formalités effectuées pour des montants dérisoires.

En réduisant les charges administratives des loteries nationales, la réforme améliorera leur attrait par rapport aux loteries étrangères et aux maisons de jeux. Elle est donc de nature à influencer favorablement leurs bénéfices, qui sont affectés à des buts d'intérêt général (culture, social, sport...). A noter que selon les projections de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats, l'impact financier de la nouvelle réglementation pour les cantons est tout à fait négligeable.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Assainissement du bruit des routes cantonales

Conformément à l'article 7 de [la loi ouvrant un crédit d'investissement de 85 millions de francs sur onze ans \(2002-2012\) avec subvention pour les études et les mesures d'assainissement des nuisances sonores des routes cantonales et nationales](#), le Conseil d'Etat a présenté son rapport au Grand Conseil sur l'avancement des études, des travaux, l'état des engagements, des adjudications et des paiements sous forme consolidée par objet et par type de travaux, l'état des recettes provenant de la subvention fédérale, le budget pour les deux ans à venir et une évaluation des risques techniques et financiers ainsi qu'une planification des travaux.

Les études et les travaux d'assainissement du bruit du réseau routier cantonal se poursuivent afin de respecter le délai fixé au 31 mars 2018 par l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB). A fin 2011, les études étaient engagées pour 80% des tronçons à assainir et 33% des investissements prévus étaient réalisés. En conformité avec l'OPB, les mesures d'assainissement mises en œuvre sont en grande majorité des mesures qui empêchent ou réduisent la formation du bruit.

Pour toute information complémentaire : M. Christian Gorce, chef du service de l'assainissement du bruit routier, DIME, ☎ 022 546 63 20.

Professions de la psychologie : adaptation du nouveau droit fédéral

Le Conseil d'Etat a approuvé une modification du [règlement sur les professions de la santé](#).

La [loi fédérale sur les professions de la psychologie \(LPsy\)](#), du 18 mars 2011, entrera en vigueur le 1^{er} avril prochain. Le canton de Genève dispose depuis 2001 d'une législation comparable à la LPsy, avec des autorisations et une surveillance des psychologues. Dès lors, l'adaptation du droit cantonal aux prescriptions fédérales est peu conséquente.

La LPsy soumet au régime de l'autorisation cantonale uniquement les personnes exerçant la profession de psychologue psychothérapeute. Les cantons restent compétents pour la réglementation d'autres spécialisations. Après consultation des milieux concernés, le canton de Genève continuera à soumettre à autorisation trois domaines de la psychologie (psychothérapie, neuropsychologie, psychologie clinique), comme il le fait depuis 2001.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, DARES,
☎ 022 546 50 00.*

Rémunération des curateurs : tarifs inscrits dans un règlement

Le nouveau droit fédéral de protection de l'adulte et de l'enfant (modification du code civil suisse du 19 décembre 2008) et sa [loi d'application cantonale \(loi d'application du code civil suisse et d'autres lois fédérales en matière civile \(LaCC\)\)](#), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013, fixent le principe du droit du curateur (privé et officiel) à une rémunération et au remboursement de ses frais justifiés.

Selon ces deux textes légaux, le principe de rémunération reste valable dans les situations où le curateur intervient en faveur d'une personne protégée indigente.

Dans un souci de transparence vis-à-vis des justiciables, les tarifs de rémunération des curateurs privés comme officiels figureront désormais dans un règlement du Conseil d'Etat.

Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Hélène Koch Binder, directrice du service de protection de l'adulte, DSE, ☎ 022 388 25 03.

Approbation du budget 2013 des Fondations immobilières de droit public

Le Conseil d'Etat a approuvé le budget des cinq [Fondations immobilières de droit public \(FIDP\)](#) et de leur secrétariat (SFIDP) pour l'exercice 2013.

Les FIDP gèrent plus de 6900 logements subventionnés – habitations bon marché (HBM), logements d'utilité public (LUP) – répartis sur l'ensemble du canton de Genève. Elles prévoient toutes un exercice positif hors amortissements pour l'année 2013.

Budget 2013 FIDP	Charges	Produits	Résultat *	Résultat
Fondation HBM Camille Martin	16,11 MF	21,13 MF	+ 5,02 MF	+ 0,04 MF
Fondation HBM Emile Dupont	16,37 MF	16,52 MF	+ 0,15 MF	- 3,96 MF
Fondation HBM Emma Kammacher	16,10 MF	20,91 MF	+ 4,81 MF	- 0,49 MF
Fondation HBM Jean Dutoit	20,27 MF	26,23 MF	+ 5,96 MF	- 0,73 MF
Fondation René et Kate Block	6,80 MF	7,24 MF	+ 0,44 MF	- 1,06 MF

* avant amortissements immeubles selon normes IPSAS

MF = million de francs

Les liquidités dégagées par l'amortissement des bâtiments serviront à financer de futurs travaux de rénovation. Dans l'intervalle, les disponibilités sont intégrées dans le système de *cash pooling* de l'Etat de Genève, lequel permet à ce dernier de limiter le recours à l'emprunt.

Quant au secrétariat des FIDP, il prévoit un exercice 2013 équilibré à hauteur de 4,725 millions de francs tant pour les charges que pour les produits.

Pour toute information complémentaire M. Michel Briefer, administrateur, office du logement, DU,
☎ 022 546 65 34.

Nouvel adjoint au maire à Soral

Le Conseil d'Etat a proclamé M. Gérard Fontaine élu sans scrutin à la fonction d'adjoint au maire de la commune de Soral.

Une seule candidature pour le poste d'adjoint-e au maire à Soral ayant été déposée, l'élection complémentaire devient dès lors tacite.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.

Changements de conseillères et conseillers municipaux

Dans le courant du mois de février 2013, le service des votations et élections a effectué huit changements d'élus municipaux dans les différentes communes du canton :

En Ville de Genève : M. Olivier Tauxe, démissionnaire de la liste « UDC - Ma commune Ma maison », a été remplacé par M. **Marc-Alain Rudaz**. Par ailleurs, M. Luc Broch, démissionnaire de la liste « Les Socialistes », a été remplacé par Mme Christiane Leuenberger-Ducret.

A Chêne-Bougeries, M. Olivier Dupont, démissionnaire de la liste « Les Verts de Chêne-Bougeries », a été remplacé par M. **Jean Le Guern**.

A Thônex, M. Romain de Sainte-Marie, démissionnaire de la liste « Les Socialistes », a été remplacé par M. **Joseph Camuglia**.

A Meyrin, M. Damien Boccard, démissionnaire de la liste « Les Verts Meyrin-Cointrin », a été remplacé par M. **Marcel Dumalle**.

De plus, en l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, trois élections complémentaires par dépôt prioritaire ont eu lieu dans les communes, conformément à l'article 164 de la loi sur l'exercice des droits politiques :

A Anières, M. **Pascal Wassmer** est élu sans scrutin sur la liste « Le Centre-Les Démocrates-Chrétiens, PLR-Les Radicaux », suite à la démission de M. Norbert Fellay.

A Chêne-Bourg, M. **Pierre-André Zahnd** est élu sans scrutin sur la liste « Les Socialistes », suite à la démission de Mme Samira Allisson.

Enfin, à Pregny-Chambésy, Mme **Hafida De Vries** est élue sans scrutin sur la liste « MCG – Mouvement Citoyen Genevois », suite à la démission de M. Akim Arherbi.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
6 mars 11h30	Prestation de serment de l'école de police	Promenade de la Treille	DS	Laurent Forestier ☎ 022 327 94 12
8 mars 11h00	Diagnostics déchets personnalisés à l'attention des PME	Maison La Julienne Rte de Saint-Julien 116 1228 Plan-les-Ouates	DIME	Grégoire Pralong ☎ 022 546 76 13